

MAKE TAX FAIR

FAIR TAX MONITOR Cadre commun de recherche 2019



**TAX JUSTICE
NETWORK
AFRICA**



Cadre commun de recherche

Le cadre commun de recherche (CRF) définit plus en détail les informations qui doivent être analysées dans les rapports nationaux du FTM. L'utilisation du CRF devrait déboucher sur des rapports similaires dans les pays ciblés par le FTM avec 7 chapitres analytiques principaux suivant les questions directrices stipulées ci-dessous. Bien que l'on s'attende à un modèle similaire sur la base du CRF, les auteurs et les organisations impliqués dans l'élaboration du rapport national du FTM peuvent avoir des priorités spécifiques et des chapitres/thèmes qui leur sont plus pertinents sur la base du contexte national et des priorités du plaidoyer. L'objectif ultime du FTM est de développer une recherche fondée sur des données probantes qui sera utile dans le plaidoyer national, en promouvant la copropriété des rapports produits entre les différents acteurs impliqués. Dans cette optique, le FTM encourage la flexibilité afin que les rapports nationaux spécifiques puissent mettre davantage l'accent sur des domaines d'intérêt spécifiques.

Le rapport doit d'abord donner une brève description du régime fiscal. Il devrait ensuite analyser le régime fiscal actuel en fonction des six groupes thématiques décrits ci-dessous: (i) Répartition de la charge fiscale et progressivité; (ii) Suffisance en matière de recettes et flux financiers illicites; (iii) Concurrence fiscale et incitations aux entreprises; (iv) Efficacité de l'administration fiscale; (v) Dépenses publiques; et (vi) Transparence et responsabilité. Ces groupes thématiques ont été choisis de manière à mieux saisir le caractère complexe des régimes fiscaux afin d'évaluer l'équité d'un régime fiscal à l'étude.

Le Groupe de travail FTM a défini un régime fiscal équitable comme suit: (1) progressif et servant de mécanisme pour redistribuer les revenus d'une manière sensible au genre; (2) permet de collecter suffisamment de revenus pour remplir les fonctions gouvernementales et fournir des services publics essentiels de qualité; (3) Prévenant et éliminant l'attribution d'exonérations et d'incitations fiscales à l'élite (particuliers et entreprises); et (4) s'attaque aux causes de la fuite illicite des capitaux et de l'évasion et la fraude fiscale par les multinationales et les riches. C'est dans cet esprit qu'il convient d'entreprendre l'analyse décrite ci-dessous.

1. Brève description du régime fiscal

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Fiscalité et sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Décrire l'ensemble du régime fiscal. Quels types de taxes le pays perçoit-il au niveau local et national? Les politiques fiscales sont-elles davantage axées sur l'équité et la progressivité ou sur un recouvrement plus "efficient"? Quelle est la procédure de perception de l'impôt? Qui est responsable de la perception des impôts au niveau local et national? - Quelles sont les prestations couvertes par le système de sécurité sociale? Les cotisations de sécurité sociale sont-elles perçues séparément des impôts? - Quelles réformes importantes du système fiscal et des politiques fiscales ont été réalisées au cours des dix dernières années? Des réformes du système fiscal sont-elles prévues dans un proche avenir? Il faut se concentrer sur les réformes les plus essentielles et celles qui ont eu (auront) un impact important sur le système fiscal actuel. - Fournir un bref historique de l'évolution du système fiscal du pays en indiquant les raisons des réformes fiscales particulières qui ont été mises en œuvre. Le pays a-t-il eu l'intention de lutter contre l'évasion fiscale, d'éliminer les incitations fiscales inefficaces et d'élargir l'assiette fiscale ou est-il parvenu à le faire?

2. Répartition de la charge fiscale et progressivité

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Progressivité de la coupe transversale	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances de la part des impôts directs et indirects dans le total des recettes fiscales en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Le recours aux impôts indirects a-t-il augmenté au cours de cette période? - Quel est le ratio de l'IRP et de l'IRS par rapport aux recettes fiscales totales?
Impôt sur le revenu des particuliers (IRP)	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances (avec un tableau) pour la part de l'IRP et des cotisations de sécurité sociale (le cas échéant) dans le total des recettes fiscales en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. - Fournir les taux actuels et les tables d'impôt de l'impôt sur le revenu des particuliers. Inclure un aperçu de l'évolution des taux d'IRP selon les différentes tranches de revenu (également pour les cinq quintiles de revenu). Les tables d'imposition ont-elles été mises à jour au cours des cinq dernières années et ces mises à jour sont-elles conformes aux niveaux d'inflation? Le seuil de l'IRP correspond-il au coût de la vie ou au seuil de pauvreté? Existe-t-il suffisamment de tranches d'imposition avec des taux croissants pour assurer une imposition progressive?

	<ul style="list-style-type: none"> - Qui est concerné par l'IRP? Les taux varient-ils d'un secteur ou d'une activité à l'autre? Quelles sont les exemptions à l'IRP et à quel type de revenu s'appliquent-elles? Existe-t-il des exemptions de l'IRP pour les groupes vulnérables (réfugiés, personnes handicapées, anciens combattants blessés)? Quelle autorité fiscale est responsable de la perception de l'IRP (locale/nationale)? - Y a-t-il des professions qui ne paient pas leur juste part d'impôts (p. ex. des organismes professionnels reconnus - avocats, médecins, petites entreprises rentables - avec des taux effectifs réduits grâce à des arrangements spécifiques non disponibles pour d'autres)? Il pourrait s'agir d'une rémunération sous forme de dividendes au lieu de salaires réguliers, et des méthodes distinctes d'évaluation et de perception (p. ex. retenue à la source de l'impôt à la source pour les salaires et autotaxation pour les revenus non salariaux). - Y a-t-il une distinction entre les taux selon le sexe, le statut matrimonial (célibataire/marié) ou la taille de la famille (p. ex. nombre d'enfants)? Les couples mariés sont-ils imposés différemment? Dans l'affirmative, les couples ont-ils le choix de produire les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers en une seule unité ou sont-ils réellement tenus de le faire? Quel est l'impact sur le revenu des femmes? - Les exonérations/déductions fiscales sont-elles également accessibles aux hommes et aux femmes? Les femmes peuvent-elles être reconnues comme chefs de famille ou de ménage et bénéficier des incitations fiscales correspondantes pour elles-mêmes et pour les personnes à leur charge? - De quelle façon les politiques, les taux et les exemptions de l'IRP abordent-ils la question de l'inégalité des revenus et des sexes? Ces politiques contribuent-elles à un régime fiscal équitable? Quelles politiques pourraient être conçues pour en accroître l'équité? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
<p>Impôt sur le revenu des sociétés (IRS)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit de fournir une analyse des tendances de la part de l'IRS dans les recettes fiscales totales en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Veuillez réfléchir à la tendance générale des recettes au cours de cette période. - Fournir les taux actuels de l'IRS et son évolution au cours des cinq dernières années. Si un taux de l'IRS a changé récemment, quel a été l'impact réel sur les revenus? À qui s'adresse l'IRS? Les taux varient-ils selon les secteurs et les activités (par exemple, l'industrie extractive ou l'exportation) ou selon les niveaux de profit? Quelles sont les exemptions à l'IRS et à qui s'appliquent-elles? Des pénalités sont-elles imposées en cas de défaut de produire une déclaration ou de payer l'impôt à la date d'échéance? Quelle administration fiscale est responsable de l'impôt sur le revenu des sociétés? - Existe-t-il des taux d'imposition différents pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)? Existe-t-il un cadre général simplifié pour les MPME? Il peut s'agir de l'absence de frais d'enregistrement ou d'une simplification des déclarations fiscales,

	<p>des règlements et des exigences en matière de comptabilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il des règles en matière de prix de transfert? Dans l'affirmative, ces règles respectent-elles la norme de pleine concurrence de l'OCDE ou d'autres lignes directrices (p. ex., la sphère de sécurité)? - Comment les politiques de l'IRS affectent-elles l'inégalité des revenus et l'inégalité des sexes? Les politiques contribuent-elles à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
<p>Impôts sur la fortune (impôt foncier, impôt sur les gains en capital, impôt sur les successions et les donations)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des données sur l'impôt foncier, l'impôt sur les actifs financiers et les revenus dérivés sont-elles publiées? Dans l'affirmative, veuillez fournir une analyse des tendances de leur part des recettes fiscales totales en tenant compte de la dernière année disponible, soit il y a 5 ans et 10 ans. - Des droits de succession et de donation ont-ils été promulgués dans votre pays? Qu'en est-il de l'impôt sur la fortune net? Dans l'affirmative, des données sur ces taxes sont-elles publiées? Dans l'affirmative, veuillez fournir une analyse des tendances de leur part des recettes fiscales totales en tenant compte de la dernière année disponible, soit il y a 5 ans et 10 ans. - Indiquez les taux actuels de ces taxes et leur évolution au cours des cinq dernières années. Quelle autorité fiscale est responsable de la perception des impôts sur la fortune distincts (locaux/nationaux)? - L'impôt sur la fortune varie-t-il selon les secteurs et les niveaux de richesse? Existe-t-il des exonérations qui s'appliquent à l'impôt sur la fortune? Si oui, favorisent-ils les plus riches ou les plus pauvres de la société? L'impôt sur la fortune tient-il suffisamment compte de la situation des pauvres? Des seuils minimaux ou des tranches s'appliquent-ils pour exonérer les plus pauvres de l'impôt sur la fortune (par exemple, l'impôt sur les successions ne s'applique-t-il qu'à partir d'un certain niveau d'imposition? Revenu, exemption des résidences principales et des terres de subsistance)? L'imposition des sociétés intermédiaires permet-elle d'éviter systématiquement l'imposition des successions? - L'impôt sur les gains en capital s'applique-t-il à tous les secteurs économiques, à toutes les formes de sociétés et à tous les particuliers? Existe-t-il des dispositions spécifiques concernant les transferts indirects à l'étranger? - Comment les politiques de l'impôt sur la propriété et l'impôt sur la fortune influent-elles sur l'inégalité des revenus et l'inégalité entre les sexes? Les politiques contribuent-elles à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
<p>Taxe de vente/TVA</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances de la part de la taxe de vente/TVA dans les recettes fiscales totales en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Quels sont les taux relatifs à la taxe de vente/TVA? Diffèrent-ils selon les biens et services? - Quels biens et services sont exonérés de la taxe de vente/TVA ou

	<p>sont détaxés? S'il existe une liste officielle de biens essentiels et de base, ces biens sont-ils taxés à un taux réduit? Les produits de luxe sont-ils taxés à un taux plus élevé? Quelle administration fiscale est responsable de la taxe sur le chiffre d'affaires/TVA?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il un taux inférieur, une exonération ou un taux zéro de taxe de vente/TVA pour les produits essentiels traditionnellement achetés par les femmes pour le ménage (par exemple, les produits d'hygiène féminine, le combustible de cuisine, le matériel de nettoyage, le matériel éducatif, les vêtements)? - Comment la taxe de vente/TVA et ses taux/exonérations spécifiques affectent-ils l'inégalité des revenus et des sexes? Contribuent-ils à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
Taxes d'accise (FACULTATIF)	<ul style="list-style-type: none"> - Les impôts sur la consommation sont-ils perçus sur les activités socialement nuisibles (tabac, alcool, jeux de hasard, etc.)? Dans l'affirmative, les recettes perçues servent-elles à prévenir ou à atténuer les effets négatifs de ces activités? - Des impôts sur la consommation sont-ils perçus sur les produits de luxe (bijoux, parfums ou billets d'avion, par exemple)? Le carburant est-il assujéti aux impôts sur la consommation? Quels sont les biens et services les plus importants et les plus essentiels qui sont assujétiés aux impôts sur la consommation? Comment cela affecte-t-il les pauvres? - Des études d'évaluation d'impact sont-elles réalisées avant la perception des impôts sur la consommation, en tenant compte de l'impact sur les femmes et les plus pauvres de la société? - Comment les politiques des impôts sur la consommation affectent-elles l'inégalité des revenus et l'inégalité entre les sexes? Les politiques contribuent-elles à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
Taxes professionnelles (FACULTATIF)	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle a été la part des taxes à l'importation et à l'exportation dans le total des recettes fiscales et du PIB au cours de l'année écoulée? Les recettes fiscales à l'importation et à l'exportation ont-elles diminué en raison des récents accords commerciaux internationaux? - Quels sont les taux des taxes à l'importation et à l'exportation? Diffèrent-ils selon les biens ou les secteurs (par exemple pour les biens de base/luxe)? Y a-t-il des biens ou des secteurs exemptés de taxes à l'importation ou à l'exportation? Quelle administration fiscale est responsable de la taxe professionnelle? - Les biens essentiels sont-ils principalement consommés par les femmes, les ménages et les groupes vulnérables soumis aux taxes professionnelles? Les secteurs qui emploient traditionnellement des femmes sont-ils soumis à des taxes à l'exportation? - Comment les politiques fiscales commerciales affectent-elles l'inégalité des revenus et l'inégalité entre les sexes? Les politiques contribuent-elles à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les

	principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
Imposition forfaitaire/taxes sur le chiffre d'affaires (taxes sur l'économie informelle)	<ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il un système de présomption fiscale pour le secteur informel? Cela pourrait inclure les taxes locales (par exemple, les taxes d'accès au marché). - Fournir une analyse des tendances de la part des impôts présumés dans le total des recettes fiscales en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. - Le régime fiscal présumé est-il fondé sur une étude de faisabilité? Existe-t-il des règles claires pour le calcul de la taxe? Existe-t-il un seuil pour les entreprises informelles à faible revenu? - Lorsque des particuliers ou des entreprises informelles bénéficient d'un impôt forfaitaire, existe-t-il une procédure d'opposition légale? Quelle autorité fiscale est responsable de l'impôt forfaitaire? - Existe-t-il des politiques gouvernementales spécifiques (fiscales et autres) conçues pour attirer les entreprises informelles vers l'enregistrement? Il peut s'agir d'une réduction des taux d'imposition pour une période d'adaptation, d'une réduction du fardeau réglementaire et d'autres mesures. Ces politiques sont-elles bien accueillies ou perçues comme des incitations néfastes pour les entreprises informelles rentables? - Les taux d'imposition présumés diffèrent-ils de manière défavorable pour les femmes et les autres groupes vulnérables selon les secteurs économiques? - Comment ces politiques fiscales affectent-elles l'inégalité des revenus et des sexes? Contribuent-ils à un régime fiscal équitable? Il s'agit de tirer les principales recommandations politiques basées sur cette analyse.
Analyse comparative entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> - Les secteurs qui emploient traditionnellement des femmes sont-ils taxés distinctement? - Existe-t-il une politique gouvernementale (fiscale ou autre) axée sur les soins non rémunérés? Il peut s'agir de déductions fiscales, de services de garde d'enfants gratuits, d'établissements pour personnes âgées et autres. - Existe-t-il des aspects spécifiques du système fiscal (taux, politiques ou lois) qui ont un effet discriminatoire à l'égard des femmes? Qu'en est-il des politiques tenant compte des sexes spécifiques? - Compte tenu du fait que la discrimination fondée sur le sexe est souvent implicite, il convient de formuler les principales recommandations politiques sur la base de cette analyse.
Perception du public à l'égard du régime fiscal	<ul style="list-style-type: none"> - Recherchez les informations suivantes dans les enquêtes nationales existantes: Comment le public perçoit-il l'équité et la transparence du régime fiscal? Qu'en est-il de la perception qu'a le public des autorités fiscales?

3. Recettes suffisantes et flux financiers illicites (IFF)

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Suffisance	<ul style="list-style-type: none"> - Sur la base des plans ou budgets de développement nationaux, donnez un aperçu de ce qui serait considéré comme des « recettes suffisantes » en prenant en considération la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. - Une proportion croissante des recettes provient-elle de l'impôt? L'évolution de la part des recettes fiscales a-t-elle affecté l'allocation budgétaire aux services publics, aux infrastructures ou à la protection sociale? - Quelles recettes supplémentaires seraient nécessaires pour que les dépenses atteignent les objectifs en matière de santé, d'éducation et d'agriculture? Qu'en est-il de la lutte contre la pauvreté ou de mesures similaires? Comment ces écarts se comparent-ils à ceux des pays voisins? - Existe-t-il des politiques publiques conçues pour lutter contre l'inégalité entre les sexes (y compris dans les services publics où l'égalité des sexes n'est pas l'objectif premier)? Ces politiques disposent-elles de ressources suffisantes dans le cadre du budget? - Le gouvernement fait-il le suivi de l'affectation des ressources pour l'égalité entre les sexes et fait-il rapport à ce sujet? Quelle a été la tendance en ce qui concerne les dépenses budgétaires totales? - Le gouvernement dispose-t-il de points de repère pour financer l'égalité entre les sexes? Existe-t-il un déficit de financement pour les engagements publics en matière d'égalité des sexes? Quels revenus supplémentaires seraient nécessaires pour atteindre les objectifs? - Si les recettes ne sont pas suffisantes, comment l'écart de dette fiscale est-il comblé (dette, aide, secteur privé)? Le pays fait-il face à des niveaux d'endettement chroniques élevés? Le pays a-t-il entrepris une évaluation du financement du développement des Nations Unies? - Des mesures d'austérité ont-elles été prises/planifiées, et ces mesures comprenaient-elles ou pourraient-elles inclure des réductions des dépenses consacrées aux services publics, aux infrastructures ou à la protection sociale en faveur des pauvres et sensibles au genre? Quel était/est le calendrier de ces activités? L'impact de ces mesures sur l'égalité des sexes a-t-il été évalué?
Flux financiers illicites (IFF) ¹	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les principales causes des flux financiers illicites (IFF) - y compris l'évasion et la fraude fiscale - dans le pays? Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour lutter contre les IFF? L'administration fiscale dispose-t-elle de l'autorité et des moyens nécessaires pour enquêter sur d'éventuels cas d'évasion et de fraude fiscales? - Existe-t-il des estimations des données de l'IFF? Incluent-elles

¹ Concept de l'IFF dans le document d'orientation

	l'évitement et l'évasion fiscale?
Recettes fiscales	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances de la part des recettes fiscales dans le PIB en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Analyser le ratio impôts/PIB en fonction du PIB par habitant au fil du temps. - Comment le ratio impôts/PIB se compare-t-il à celui des pays voisins et des pays ayant le même niveau de revenu? - Y a-t-il des objectifs gouvernementaux pour atteindre les cibles? Le gouvernement fixe-t-il un objectif à long terme pour le ratio des impôts au PIB? Quel est cet objectif? Sont-ils sur la bonne voie? - Le recouvrement des recettes fiscales se fait-il également au niveau infranational? Dans l'affirmative, s'agit-il d'une part pertinente du total des recettes fiscales perçues? Existe-t-il des liens entre l'intégration régionale et les politiques fiscales nationales?
Recettes non fiscales	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances de la part des recettes non fiscales dans le PIB en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. - Fournir un diagramme circulaire pour la part des recettes non fiscales (redevances d'extraction, bénéfices des entreprises publiques, ventes des actifs du gouvernement) dans le total des recettes non fiscales pour la dernière année disponible. Comment les recettes non fiscales sont-elles utilisées? Est-il inclus dans le budget ou est-il géré séparément? - Comment les redevances publiques sont-elles calculées (p. ex. bénéfices, volume ou autres)? - Existe-t-il des impôts exceptionnels, des taux de redevance variables ou des impôts variables sur les bénéfices pour les industries extractives? Et les règles de clôture circulaire? - Le recouvrement des recettes non fiscales est-il également effectué au niveau infranational? Dans l'affirmative, s'agit-il d'une part pertinente du recouvrement total des recettes non fiscales? Existe-t-il des liens entre l'intégration régionale et les politiques fiscales nationales?
Contribuables	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est le taux de contribuables assujettis à l'IRP par rapport à la population économiquement active et à la population totale? Donner un aperçu en tenant compte de la dernière année disponible, soit il y a 5 ans et 10 ans. Si possible, fournir une ventilation par sexe, âge, revenu et autres groupes pertinents. - Existe-t-il un système d'enregistrement fiscal pour les particuliers? Quelle est la proportion de contribuables assujettis à l'IRP dans chaque tranche de revenu? Quelle est cette répartition par sexe et par quintile de revenu? - Existe-t-il un système d'enregistrement de l'impôt sur les sociétés (numéros d'identification fiscale)? Combien d'entités ont été enregistrées? Et combien d'entreprises ont été enregistrées à la TVA? Donner un aperçu des cinq dernières années.

	<ul style="list-style-type: none"> - Comment la tendance chez les entreprises et les particuliers se compare-t-elle à celle de l'IRP et des recettes perçues par l'IRP et l'IRS? Existe-t-il des données sur le montant des bénéficiaires et des revenus générés par les entreprises enregistrées? Existe-t-il les mêmes données pour les entreprises informelles? Existe-t-il une estimation du nombre d'entreprises formelles et informelles dans le pays? - Y a-t-il des rapports (p. ex. dans les médias) faisant état d'impôts importants dus par de grandes sociétés? Existe-t-il des cas bien connus de litiges impliquant de grandes sociétés avec des montants importants d'impôts à payer? - Fournir une analyse des tendances du ratio des recettes fiscales provenant des secteurs public et privé en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans.
--	---

4. Concurrence fiscale et incitations aux entreprises

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est le taux légal de l'IRS par rapport aux pays voisins? - Existe-t-il des indications sur les taux d'imposition effectifs moyens des entreprises? Si possible, analysez les données pour les entreprises nationales et étrangères. - Votre pays offre-t-il des incitations fiscales aux entreprises?² Ces mesures incitatives sont-elles enchâssées dans la loi? Dans l'affirmative, les incitations sont-elles inscrites dans une législation unique ou dans plusieurs lois différentes? Les entreprises doivent-elles avoir un niveau minimum d'investissement, d'emploi, d'activités principales ou d'actifs dans le pays pour avoir accès aux incitations? - Si des zones spéciales ont été créées avec des incitations pour les entreprises (zones franches, zones économiques spéciales, zones franches industrielles pour l'exportation, zones de développement), y a-t-il eu un impact sur les conditions de travail, les droits des travailleurs et les syndicats? Un impact spécifique sur les femmes ou les groupes marginalisés? - Existe-t-il des politiques d'incitation fiscale des entreprises soutenues par le FMI ou la Banque mondiale (par exemple, consultation de la Banque mondiale, article IV)? - Le pays est-il membre d'une communauté ou d'une union de pays? Existe-t-il des règles au sein de cette communauté ou de ce syndicat en matière d'incitations fiscales (par exemple, un code de conduite sur la concurrence fiscale dommageable)? Dans l'affirmative, cette communauté ou région procède-t-elle à une sélection des incitations fiscales dans ses pays membres? - Des réductions d'impôt sont-elles accordées à la discrétion des fonctionnaires du fisc ou des ministères gouvernementaux? Dans

² Liste détaillée disponible sur le document d'orientation du FTM.

	<p>l'affirmative, comment cela se fait-il (p. ex. y a-t-il une procédure claire, qui est responsable, y a-t-il un contrôle parlementaire)?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il des retenues d'impôt à la source applicables aux sociétés sur certains paiements (p. ex. redevances, intérêts, frais de gestion)? Si oui, quels sont les tarifs? - Votre pays dispose-t-il de règles anti-abus spécifiques (par exemple, règles de limitation des intérêts ou de capitalisation restreinte, taux d'imposition minimum, taxes de sortie, règles générales anti-abus fiscales)? - Existe-t-il des règles d'établissement permanent dans votre pays? Sont-elles basées sur les normes de l'ONU ou de l'OCDE? - Existe-t-il des conventions de double imposition? Si oui, avec quels pays? Les traités sont-ils fondés sur le modèle de l'ONU ou de l'OCDE? Existe-t-il des règles LOB (limitation des avantages) ou des mesures similaires pour prévenir les abus des traités? - Comment les entreprises perçoivent-elles le régime fiscal? Il pourrait s'agir d'enquêtes nationales, du rapport de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires ou de l'indice de compétitivité du Forum économique mondial.
Transparence	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement surveille-t-il chaque année les mesures incitatives des entreprises et leur impact? Le montant total des recettes perdues est-il publié? - Le gouvernement publie-t-il chaque année les données ventilées sur les dépenses fiscales liées à chaque incitatif fiscal spécifique ou individuel? Les entreprises qui bénéficient d'incitations fiscales sont-elles divulguées? - Les analyses coûts-avantages (ou d'autres études économiques similaires sur les incitatifs fiscaux) sont-elles rendues publiques?

5. Efficacité de l'administration fiscale

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il une autorité fiscale centralisée? Est-elle responsable de tous les revenus ou existe-t-il une administration des douanes ou une agence des industries extractives distincte? - Les collectivités locales sont-elles habilitées à percevoir leurs propres recettes? Les régions riches en ressources naturelles sont-elles autorisées à percevoir les recettes correspondantes? - L'autorité fiscale centralisée collabore-t-elle avec les administrations locales en matière de recouvrement des recettes? Une partie des recettes perçues au niveau central est-elle transférée aux autorités locales? - Quel est le niveau d'autonomie de l'administration fiscale? Les hauts fonctionnaires de l'administration fiscale sont-ils indépendants de toute ingérence politique ou sont-ils fortement tributaires de l'administration politique actuelle? Existe-t-il des rapports faisant état d'abus de la part de l'administration fiscale à l'encontre de politiciens ou des médias? - Quelle est la composition par sexe du personnel de l'administration fiscale? Quel est le pourcentage de femmes occupant des postes de direction? - Existe-t-il une unité dédiée aux grandes entreprises? - Existe-t-il une unité de la fiscalité internationale? Existe-t-il une unité de prix de transfert spécifique? Dans la négative, quel est le niveau d'expertise de l'administration fiscale en matière de prix de transfert? - Y a-t-il un problème de rétention du personnel (particulièrement pour les personnes hautement qualifiées)? - Existe-t-il une unité dédiée aux High Net-Worth Individuals (HNWI)? Existe-t-il une stratégie spécifique pour la surveillance et l'évaluation de l'HNWI? - L'administration fiscale dispose-t-elle d'une unité ou d'une stratégie d'éducation des contribuables ou d'engagement civique? Dans quelle mesure l'éducation des contribuables est-elle accessible aux personnes à faible revenu, aux personnes travaillant dans l'économie informelle à des fins de subsistance et aux populations analphabètes/peu alphabétisées?
Ressources pour l'administration fiscale	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances du financement accordé aux autorités fiscales par rapport au PIB, en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. La majeure partie des fonds alloués sert-elle à couvrir les frais de fonctionnement ou y a-t-il également des investissements en capital dans le renforcement des capacités, les technologies de l'information et d'autres technologies? - Fournir une analyse des tendances du nombre d'agents des services fiscaux par rapport au nombre de contribuables inscrits/population totale en tenant compte de la dernière année disponible, soit il y a 5

	<p>ans et 10 ans. Y a-t-il des rapports (par exemple dans les médias) sur un grave manque de personnel?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une partie du financement de l'administration fiscale est-elle fondée sur les impôts perçus ou les résultats obtenus (p. ex. l'augmentation du financement dépend de l'atteinte d'un montant minimum de recouvrement)? Un département ou une fonction de l'administration fiscale a-t-il été privatisé? Cela pourrait inclure la perception de l'impôt. - Les autorités locales et nationales sont-elles bien équipées (ressources financières, ressources humaines et expertise) pour percevoir efficacement les impôts? Cela devrait inclure les ressources financières, les ressources humaines et l'expertise. Si possible, fournir une analyse de la disponibilité et de la qualité des programmes de formation pour les fonctionnaires du fisc. - Décrire comment l'administration fiscale a modernisé le recouvrement de l'impôt. L'administration fiscale est-elle numérisée et traitée automatiquement ou des mesures ont-elles été prises à cet effet au cours des dernières années? Des numéros d'identification fiscaux sont-ils en place et sont-ils requis pour la certification ou l'obtention d'un permis pour les entreprises? - Est-il possible de produire des déclarations de revenus en ligne? Dans l'affirmative, les contribuables sont-ils toujours en mesure de produire leurs déclarations par voie analogique ou sont-ils exclusivement tenus d'utiliser des plateformes numériques? Fournir une analyse des impacts négatifs possibles sur les personnes analphabètes et de l'exclusion numérique dans le contexte national.
Chute dans les recettes	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances du manque à gagner en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans (montant de l'impôt effectivement perçu par rapport aux prévisions officielles). Comment les prévisions de recettes sont-elles calculées? - Quel est l'effort fiscal ou la productivité (en fait, les impôts perçus par rapport aux impôts potentiels, sur la base de l'assiette fiscale)? Si l'effort fiscal est faible, pourquoi le recouvrement est-il sous-performant? Qu'est-ce qui pourrait expliquer l'écart ou le manque à gagner? Cet écart semble-t-il être lié à une faiblesse de l'administration fiscale ou de la politique fiscale en général? - L'administration fiscale a-t-elle entrepris et publié une évaluation TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool)? Dans l'affirmative, quels sont les secteurs de résultats de rendement les plus faibles?
Capacité effective	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une évaluation de l'efficacité de l'administration fiscale pour chaque domaine de la politique fiscale (impôt sur le revenu des particuliers, impôt sur la fortune, taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les ventes, impôt présumé) en examinant l'effort et la productivité fiscale, le coût du recouvrement et les compétences du personnel. - Des réformes administratives sont-elles actuellement à l'étude? Veuillez les décrire et fournir une évaluation des progrès et de l'efficacité.

	<ul style="list-style-type: none"> - Les donateurs internationaux (d'aide) fournissent-ils une aide extérieure à l'administration fiscale? Dans l'affirmative, s'agit-il d'un financement ou d'un partage des connaissances ou de l'expérience? Quelles sont les principales priorités des donateurs?
Conventions	<ul style="list-style-type: none"> - Le pays est-il signataire de la Convention de l'OCDE sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale? Qu'en est-il des conventions bilatérales spécifiques d'assistance administrative (ou d'autres alternatives similaires)? Le pays participe-t-il activement à l'échange automatique d'informations? - Si les conventions internationales sont souvent utilisées, l'administration fiscale reçoit-elle ou partage-t-elle des informations avec des autorités similaires d'autres pays? Ces renseignements ont-ils contribué à améliorer le recouvrement de l'impôt? - Si les conventions internationales ne sont pas souvent utilisées, pourquoi l'administration fiscale n'échange-t-elle pas d'informations? Le gouvernement a-t-il activement cherché à obtenir de l'information? Y a-t-il un problème de conformité à la Norme commune de déclaration (CRS)? Ces informations sont-elles disponibles pour les organisations de la société civile? - Le pays fait-il partie du Cadre inclusif et du MLI (Convention multilatérale pour la mise en œuvre de mesures liées à des conventions fiscales visant à prévenir les BEPS)? - Le pays est-il signataire de conventions régionales ou internationales relatives aux politiques fiscales de genre (ex. CEDAW)? Y a-t-il eu des changements dans la manière dont le gouvernement fixe les critères d'égalité des sexes dans la politique et la pratique fiscales en raison de l'adhésion à ces conventions?
Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des mécanismes de surveillance pour les autorités fiscales. Existe-t-il un code de conduite (y compris en matière d'inconduite sexuelle) et est-il effectivement appliqué? Existe-t-il une protection pour les dénonciateurs? - Quelle est la politique et la pratique concernant les plaintes au sujet des agents du fisc? Existe-t-il un mécanisme de règlement des litiges et fonctionne-t-il dans la pratique? - Le gouvernement est-il prêt à enquêter efficacement sur l'évasion fiscale? - Existe-t-il la capacité ou la volonté politique de poursuivre efficacement les particuliers ou les sociétés qui ont recours à des structures fiscales à l'étranger? - Combien a-t-on dépensé pour les vérifications des contribuables l'an dernier? Quel pourcentage a été consacré aux multinationales, aux HNWI, aux MPME et aux contribuables ordinaires?

Sexe	<ul style="list-style-type: none"> - L'administration fiscale affecte-t-elle des ressources à la collecte et à la mise à jour de données ventilées par sexe? - Les fonctionnaires du fisc reçoivent-ils une formation sur l'égalité des sexes et l'inclusion? Les percepteurs d'impôts reçoivent-ils une formation sur l'engagement avec les groupes marginalisés?
------	--

6. Dépenses publiques

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
Général	<ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il une collecte de données sur les dépenses visant à réduire la pauvreté? Ces données sont-elles ventilées par sexe et par âge? Existe-t-il des politiques spécifiques en faveur des pauvres?
Vue d'ensemble	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle est la proportion des dépenses de développement et d'investissement par rapport aux dépenses récurrentes des dépenses publiques? - Fournir une analyse des tendances du ratio de la dette au PIB en tenant compte de la dernière année disponible, soit il y a 5 ans et 10 ans. Comment la dette affecte-t-elle la marge de manœuvre budgétaire et les investissements dans les secteurs sociaux? Quelle est la part du budget consacrée au paiement de la dette? - Quelles sont les sources de financement? Le pays dépend-il fortement de l'aide pour les dépenses de développement et d'investissement? - Quelle est la répartition rurale/urbaine/régionale du budget? - Comment le pays se compare-t-il aux pays voisins en ce qui concerne les dépenses publiques et les recommandations des organisations et engagements internationaux en matière de développement?
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances des dépenses d'éducation en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Les dépenses publiques ont-elles atteint 4 % du PIB ou 15 % du total des dépenses publiques consacrées à l'éducation au cours de l'année écoulée? - Le gouvernement promeut-il et met-il en pratique les principes de l'accès universel gratuit à une éducation de qualité? Cela pourrait se refléter dans les plans, politiques, stratégies et budgets nationaux de développement. - Les dépenses publiques consacrées à l'éducation tiennent-elles compte des sexospécificités? Favorise-t-elle la parité entre les sexes dans la scolarisation et l'obtention du diplôme? Quels sont les statistiques sur la scolarisation et l'obtention du diplôme des filles dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur? - Le gouvernement prend-il des mesures pour prévenir les absences des élèves et des enseignants? L'enseignement primaire et secondaire est-il gratuit et accessible? - Y a-t-il eu récemment un mouvement du gouvernement vers la

	<p>privatisation de l'éducation publique (y compris les partenariats public-privé)?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le département de l'éducation promeut-il et pratique-t-il une budgétisation sensible au genre? Les plans, politiques, stratégies et budgets sectoriels de développement pourraient en témoigner. - Les dépenses publiques consacrées à l'éducation tiennent-elles compte des besoins des groupes vulnérables de la société? Le gouvernement offre-t-il des services d'éducation aux personnes ayant des besoins spéciaux et aux personnes handicapées?
Soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des tendances des dépenses de santé en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Les dépenses publiques de santé ont-elles atteint 15 % du total des dépenses publiques au cours de l'année écoulée? - Le gouvernement promeut-il et met-il en pratique les principes de l'accès universel gratuit à des soins de santé de qualité? Cela pourrait se refléter dans les plans, politiques, stratégies et budgets nationaux de développement. - Les dépenses publiques de santé tiennent-elles compte des sexospécificités? Fournit-il des programmes de violence sexuelle et sexiste (SGBV) et de santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)? Prévoit-il des dispositions pour les médecins de même sexe? Prévoit-il des dispositions pour promouvoir les soins primaires? - Le ministère de la Santé encourage-t-il et pratique-t-il la budgétisation sensible au genre? Les plans, politiques, stratégies et budgets sectoriels de développement pourraient en témoigner. - Les dépenses publiques de santé tiennent-elles compte des besoins des groupes vulnérables? Prévoient-elles des dispositions pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se déplacer et/ou qui ne sont pas mobiles (cliniques mobiles, remboursement du transport, livraison des médicaments, visites à domicile)? Permettent-elles de fournir des médicaments, de l'équipement et des services médicaux gratuits ou subventionnés?
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit de fournir une analyse des tendances des dépenses agricoles en tenant compte de la dernière année disponible, il y a 5 ans et 10 ans. Les dépenses agricoles du gouvernement ont-elles atteint 10 % de ses dépenses totales de l'année précédente? Les dépenses agricoles couvrent-elles l'accès à l'eau, à la terre, au crédit et aux technologies? Les dépenses consacrées à l'agriculture répondent-elles aux besoins des petits exploitants agricoles? - Dans l'ensemble, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture tiennent-elles compte des sexospécificités? Le gouvernement recueille-t-il des données ventilées par sexe sur l'agriculture? Garantit-il les droits des femmes sur les ressources, tels que ceux relatifs à la terre et l'eau? Crée-t-il et assure-t-il des droits sur les services agricoles (crédit, assurance, technologies) au même titre que pour les agriculteurs de sexe masculin? Fournit-il une protection sociale sous la forme de meilleures conditions de travail, de salaires égaux, de pensions, d'aide à la garde d'enfants ou de prestations de

	<p>maternité? Garantit-il une place égale aux agricultrices dans tous les organes de décision liés à l'agriculture? Les dépenses publiques pour l'agriculture tiennent-elles compte des besoins des groupes vulnérables?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le ministère de l'Agriculture promeut-il et pratique-t-il une budgétisation sensible au genre? Les plans, politiques, stratégies et budgets sectoriels de développement pourraient en témoigner.
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement dispose-t-il d'une politique de protection sociale visant à réduire l'exposition aux risques et à renforcer la capacité du public à gérer les risques économiques et sociaux (chômage, exclusion, maladie, invalidité et vieillesse)? Le gouvernement soutient-il des transferts en espèces ou en nature? - Le gouvernement promeut-il et met-il en pratique les principes du libre accès universel à la protection sociale? Cela pourrait se refléter dans les plans, politiques, stratégies et budgets nationaux de développement. - Le gouvernement soutient-il des transferts alimentaires? Qu'en est-il des mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire? Fournit-il des repas scolaires? - Prévoit-il des régimes de retraite contributifs? Qu'en est-il des régimes d'assurance pour les travailleurs du secteur informel? - Le département responsable de la protection sociale promeut-il et pratique-t-il une budgétisation sensible au genre? Les plans, politiques, stratégies et budgets sectoriels de développement pourraient en témoigner. - Existe-t-il une législation visant à améliorer la réglementation du travail et les normes minimales axées sur l'amélioration des possibilités de rémunération, la promotion des droits et de la sécurité des travailleurs et la protection contre la discrimination?
Travail de soins non rémunéré	<ul style="list-style-type: none"> - Les recettes fiscales sont-elles investies dans les services publics pour réduire le travail de soins non rémunéré, augmentant ainsi le temps disponible pour l'éducation et l'emploi? Il peut s'agir de dépenses publiques, d'allègements fiscaux ou de subventions pour la garde d'enfants ou de personnes âgées. - Le gouvernement reconnaît-il les soins non rémunérés et le travail domestique par le biais de la fourniture de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale? Dans le contexte national, le gouvernement encourage-t-il le partage des responsabilités au sein du ménage et de la famille? - Le gouvernement soutient-il ou fournit-il des services de garde d'enfants? Le gouvernement soutient-il ou fournit-il des services pour la prise en charge des personnes âgées ou handicapées à charge? Ces services sont-ils de bonne qualité et universellement accessibles?

<p>Eau et assainissement (FACULTATIF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement a-t-il une politique relative à l'eau et à l'assainissement? Le gouvernement dispose-t-il de cadres institutionnels efficaces et adéquats pour l'eau et l'assainissement en faveur des pauvres, conduisant à une allocation équitable des ressources? - Le département de l'eau et de l'assainissement promeut-il et pratique-t-il une budgétisation sensible au genre? Les plans, politiques, stratégies et budgets sectoriels de développement pourraient en témoigner. - Dans l'ensemble, les dépenses publiques consacrées à l'eau et à l'assainissement tiennent-elles compte des sexospécificités? Tient-il compte des besoins et priorités spécifiques des femmes en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement? Il peut s'agir de la distance à la source d'eau et d'un accès sûr à l'eau et à l'assainissement. - Le gouvernement fournit-il des mécanismes de financement adéquats pour améliorer la durabilité et l'abordabilité? Le gouvernement fournit-il des outils de suivi pour suivre les progrès vers les objectifs de développement, y compris des informations efficaces sur la couverture des services (en particulier les différentiels intra-urbains)?
---	--

7. **Transparence et responsabilité**

Sujet	Questions d'analyse de la recherche
<p>Disponibilité de l'information</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il une législation régissant l'accès à l'information/données d'intérêt public? Est-elle efficace dans la pratique ou le gouvernement place-t-il des obstacles pour éviter de partager l'information ou les données? - Quelle est la politique en matière de publication d'information et d'information du public sur le régime fiscal (taux, recettes et système général de perception)? - Quelle est la politique en matière de gestion des recettes non fiscales? Toutes les recettes sont-elles gérées dans le cadre du budget? - Les rapports financiers des entreprises sont-ils disponibles dans les registres nationaux du commerce ou dans d'autres lieux accessibles au public? - L'information sur les actionnaires directs et les ayants droit économiques finaux des sociétés est-elle rendue publique? Ces informations sont-elles effectivement publiques ou y a-t-il des obstacles à un accès efficace?
<p>Audit</p>	<ul style="list-style-type: none"> - À quelle fréquence les autorités fiscales font-elles l'objet d'audits? Qui en est responsable? Les résultats sont-ils débattus au Parlement dans un délai raisonnable? Les résultats de la vérification sont-ils accessibles au public?

<p>Questions OBI (Open Budget Index)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit de faire des propositions budgétaires (ou toute documentation budgétaire à l'appui): <ul style="list-style-type: none"> • Il faut identifier les différentes sources de recettes fiscales (telles que l'impôt sur le revenu ou la TVA) pour l'exercice budgétaire? • Identifier les différentes sources de recettes non fiscales (telles que les subventions, les revenus de la propriété, les redevances d'extraction et les ventes de biens et services produits par le gouvernement) pour l'exercice budgétaire? • Présenter des informations sur les fonds extrabudgétaires pour l'exercice budgétaire? • Présenter de l'information sur les dépenses fiscales pour l'exercice budgétaire?
<p>Analyse d'impact</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement procède-t-il à des évaluations d'impact par sexe, revenu et autres groupes, afin d'identifier les effets directs et indirects des choix fiscaux/budgétaires, en accordant une attention particulière aux impacts des impôts et des dépenses publiques sur les pauvres, les femmes et les groupes vulnérables? Quelle est l'ampleur de cette analyse d'impact? Comment se déroule le processus d'évaluation? - Le gouvernement fait-il un effort important pour promouvoir et mettre en œuvre la budgétisation sensible au genre (BSG)?
<p>Engagement des citoyens</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement a-t-il établi des processus pour faciliter la participation de la société civile à l'élaboration des politiques fiscales/budgétaires aux niveaux nationaux et locaux? Quelle est la pratique? La société civile a-t-elle la possibilité de participer? Comment fonctionne la participation aux niveaux nationaux et locaux? - Existe-t-il des politiques/pratiques qui encouragent ou soutiennent la participation des femmes et des organisations de femmes à l'élaboration des politiques de revenus en particulier? - Y a-t-il eu un changement de politique en réponse à une campagne ou à un mouvement sur les priorités fiscales ou budgétaires?
<p>Corruption (FACULTATIF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse des pratiques de corruption au sein de l'administration fiscale ou de la collecte d'impôts illégitimes sur la base d'informations indépendantes/externes, si disponibles. - Existe-t-il des études qui démontrent l'impact de la corruption sur le moral fiscal et l'observation volontaire générale?